

Net rebond de la consommation des ménages

■ En 2017, la consommation des ménages a augmenté de 4,3% contre 3,4% en 2016 et 2,2% en 2015.

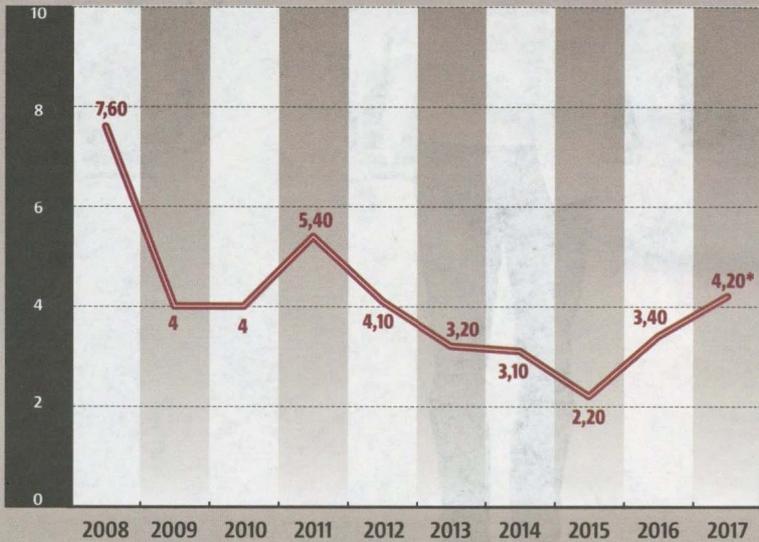
■ Un tel niveau n'a pas été atteint depuis 2012.

■ La dynamique s'est poursuivie au premier trimestre de 2018, mais se poursuivra-t-elle sur le reste de l'année ?

La consommation des ménages, on peut l'annoncer d'ores et déjà, a enregistré en 2017 une croissance relativement élevée : sur la base des comptes trimestriels, elle a progressé de 4,2% au lieu de 3,4% en 2016. Il faut remonter cinq ans en arrière, soit en 2012, pour trouver un niveau de hausse comparable (voir graphe). Trois facteurs principaux ont été à l'origine de cette évolution. D'abord, une excellente campagne agricole qui a généré des revenus et amélioré l'autoconsommation, en particulier dans le monde rural ; ensuite, une augmentation à la fois des envois des MRE (+4,5% à 65,4 milliards de DH) et des crédits à la consommation (4,3% à 50,85 milliards de DH) ; le tout sur fond de modération des prix, puisque l'inflation en 2017 a été, en moyenne, de 0,7%. L'inflation alimentaire a été encore plus faible : 0,1% en moyenne, autant dire une stagnation des prix

Evolution de la consommation des ménages (croissance réelle)

(En %)



* Estimation de La Vie éco sur la base des comptes trimestriels de 2017

Source : HCP

à ce niveau. Sachant que l'alimentation pèse encore lourd (37%) dans le panier de la ménagère marocaine, cette évolution de l'inflation est bien entendu favorable à la consommation. A ces trois facteurs principaux, on pourrait rajouter un quatrième : l'augmentation au cours des dernières années de l'emploi rémunéré (voir notre édition du 11 mai 2018). Pour 2017, les emplois rémunérés ont représenté plus de deux tiers de la totalité (86 000) des emplois créés.

Etant une, sinon la principale variable de la croissance économique au Maroc (et dans bien des pays, également), la consommation des ménages, de par son rythme de progression, qui semble renouer avec celui des années d'avant 2012, a fortement contribué (de quelque 2,5 points) à l'augmentation du

LE RECOURS À L'IMPÔT – SUR LE REVENU EN L'OCCURRENCE – POUR REDONNER DU POUVOIR D'ACHAT N'A PAS ÉTÉ UTILISÉ DEPUIS 2010. IL EST BIEN VRAI QUE, DÉJÀ, PLUS DE LA MOITIÉ DES ASSUJETTIS À L'IMPÔT SUR LE REVENU EN SONT EXONÉRÉS. MAIS N'EST-CE PAS LA PREUVE QUE LES SALAIRES, GLOBALEMENT, SONT TROP FAIBLES ?

PIB de 2017. Celui-ci aurait crû de 4% selon le HCP, soit 3,3 fois celui de 2016 (les statistiques officielles pour cet agrégat comme pour d'autres indicateurs, dont la consommation, ne paraîtront que vers début juin).

La consommation des ménages a d'autant plus pesé, positivement, sur le taux de progression du PIB de l'exercice précédent que l'investissement a, lui, accusé une forte décélération (et même une baisse au 4^e trimestre), contribuant pour à peine 1 point à la croissance économique. Compte tenu de l'état de l'offre domestique, hors produits agricoles, cette évolution a bien évidemment engendré une hausse des importations de produits finis de consommation (+5,2% à 101,7 milliards de DH). En revanche, dans le contexte d'une production céréalière

record, la facture alimentaire à l'importation a, au contraire, baissé (-4,7% à 42,5 milliards de DH).

L'inflation de retour

Cette dynamique se serait poursuivie au premier trimestre de 2018. Les estimations du HCP indiquent en effet une hausse de la consommation des ménages de 3,6%, malgré un revirement à la hausse de l'inflation : +2% contre 1,5% au premier trimestre de 2017. Surtout, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,3% au lieu de 0,9% à la même période de 2017.

Moyennant quoi, la question est de savoir si cette bonne tenue de la consommation en 2017 et au premier trimestre 2018 va pouvoir se poursuivre ou pas. Le HCP a déjà prévu dans son Budget économique prévisionnel publié en début d'année qu'elle ralentirait à 3,3% pour l'ensemble de l'année 2018. Beaucoup de choses ont cependant évolué depuis janvier, date de la publication de cette prévision. Dans leurs hypothèses de travail, les conjoncturistes avaient tous retenu le scénario d'une production agricole moyenne (autour de 70 000 quintaux de céréales) compte tenu du fait que la campagne précédente la récolte céréalière avait atteint 96 millions de quintaux. Entre-temps, les précipitations, en particulier, ont été plus que généreuses, si bien que le ministère de l'agriculture prévoit désormais une production de 98,2 millions de quintaux de céréales (sans parler des autres cultures). Ce retournement favorable de la conjoncture agricole impactera bien sûr la valeur ajoutée du secteur mais aussi la consommation à l'échelle nationale. Du coup, le PIB comme la consommation des ménages pourraient augmenter en 2018 à

des rythmes supérieurs à ceux déjà annoncés.

L'autre donne apparue pour ainsi dire en cours de route, c'est la forte remontée des cours du pétrole ces dernières semaines. Au moment de l'établissement de la Loi de finances pour 2018, les analystes étaient à peu près d'accord pour dire que les prix du pétrole se situeraient à un niveau certes supérieur à 2017 mais tout de même modérés. On tablait alors sur un prix moyen du baril de Brent (référence des achats du Maroc) de l'ordre de 60 dollars, contre 55 dollars en 2017 et 44 dollars en 2016. Mardi 15 mai 2018, le baril de Brent de la Mer du Nord, en fin d'après midi, approchait les 80 dollars. Est-ce que cette remontée du prix du pétrole répond à des considérations de géopolitique ou à une baisse de l'offre ? Il y a un peu des deux, selon de nombreux analystes. Et sous l'hypothèse que ces tensions (sur l'offre de pétrole et entre les Etats-Unis et l'Iran à propos du nucléaire) persistent, les prix intérieurs devraient mécaniquement en être impactés.

Rappelons à cet égard que la flexibilisation (toute relative) du dirham, mise en place depuis janvier de cette année, a pour objectif, précisément, d'éviter, par le jeu de la fluctuation de la valeur de la monnaie, que les chocs externes, comme celui de la hausse du pétrole, n'affectent de manière substantielle les réserves de devises. Certes, la bande de fluctuation est pour l'instant étroite (+/- 2,5% de part et d'autre du cours central), mais, à l'échelle des importations, une baisse ou une hausse ne serait-ce que de 1% de la valeur du dirham se fait vite sentir.

Consommation et soutenabilité des déficits extérieurs

C'est sans doute au regard de ces développements que des voix (comme celle de l'Istiqlal, par exemple) se sont élevées pour réclamer une amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. Selon une source interne à ce parti, un mémorandum (en cours de finalisation au moment où cet article est rédigé), comportant des propositions dans ce sens, sera bientôt remis au gouvernement. Ces propositions porteraient, entre autres, sur le relèvement de la tranche exonérée de l'IR (à 3 000 DH par mois au lieu de 2 500 DH actuellement), l'allègement de la fiscalité sur les carburants... avec un coût budgétaire estimé à 1 milliard de dirhams. Ce manque à gagner pour le Trésor serait compensé, selon la même source, par la suppression de certaines niches fiscales ; et la méthode pour y parvenir serait forcément la promulgation d'une Loi de finances rectificative. Quelle serait la réponse de l'Exécutif si ce mémorandum lui était effectivement remis ? Difficile à dire ; d'autant que, il y a seulement quelques jours (soit avant

la fête du 1^{er} Mai), les syndicats les plus représentatifs, en négociations avec le gouvernement dans le cadre du dialogue social, réclamaient, et réclament toujours, pratiquement la même chose. Mais étaient-ils moins persuasifs ? Leurs revendications étaient-elles accompagnées de propositions à même de rendre leur satisfaction moins pesantes sur le Budget de l'Etat ?

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le recours à l'impôt – sur le revenu en l'occurrence – pour redonner du pouvoir d'achat n'a pas été utilisé depuis 2010. Il est bien vrai que, déjà, plus

de la moitié des assujettis à l'impôt sur le revenu en sont exonérés. Mais n'est-ce pas la preuve que les salaires, globalement, sont trop faibles ? Dans le secteur privé tout au moins, et sur la foi des statistiques de la CNSS maintes fois rapportées ici, c'est bien le cas.

Cela dit, une croissance plus forte de la consommation des ménages, c'est évidemment une bonne chose pour les ménages eux-mêmes et pour la croissance économique, mais la question de la soutenabilité des déficits extérieurs reste posée. Il est bien connu que la demande intérieure,

donc la consommation et l'investissement, est assez largement (plus de 40%) satisfaite par les importations. Passe encore pour l'investissement, censé généré des emplois et, plus généralement, des externalités positives. Mais la consommation ? Consommer des produits importés, c'est soutenir l'emploi chez ses fournisseurs. Bien sûr, tous les pays importent des produits de consommation, mais c'est affaire de proportion. Quoi qu'il en soit, ce dilemme jette une lumière crue sur les limites atteintes par le modèle de croissance suivi jusqu'ici ■

SALAH AGUENIGU